



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 5 décembre 2024

L'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI) rapporte que, au T3 2024, le taux de chômage reste stable à 3 %, un niveau identique à celui observé à la même période l'année dernière.

LE CHIFFRE A RETENIR

+ 3 %

Taux de chômage au T3
2024 en g.a.

En outre, au T3 2024, 60,4 % de la population mexicaine âgée de 15 ans et plus participeraient au marché du travail, une proportion en légère hausse par rapport au trimestre précédent (+0,2 point) mais en baisse sur un an (-0,2 point). Ainsi, le marché de l'emploi connaîtrait une dynamique positive, avec une population économiquement active en progression, atteignant 61,4 M de personnes.

Le marché du travail reste toutefois marqué par des défis structurels. Le taux d'informalité, qui concerne 54,6 % des travailleurs au T3 2024, reflèterait une persistance des emplois sans accès à la sécurité sociale, où les revenus moyens ne représentent que la moitié de ceux des emplois formels. Par ailleurs, une disparité notable persiste entre hommes et femmes : la participation au marché du travail des hommes s'élève à 76,4 %, contre 46,3 % pour les femmes, soit un écart de plus de 30 pp.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Lors de sa conférence de presse matinale, la Présidente Claudia Sheinbaum a annoncé une augmentation de 12 % du salaire minimum au Mexique à compter du 1er janvier 2025. Cette mesure, approuvée à l'unanimité par la Commission Nationale des Salaires Minimums (Conasami), portera le salaire minimum général à 278,8 MXN/jour (environ 13,05 EUR) et à 419,9 MXN/jour (environ 19,65 EUR) dans les Zones Franches de la Frontière Nord. Cette mesure s'inscrirait dans une stratégie de long terme visant à atteindre un salaire équivalent à 2,5 fois le coût du panier de biens essentiels (« *canasta básica* ») d'ici 2030, contre 1,85 aujourd'hui. Selon la nouvelle présidente, cette hausse sera progressive et discutée chaque année, afin de garantir qu'elle n'entraîne pas une pression excessive sur l'inflation. La Présidente Sheinbaum aurait par ailleurs souligné que cette réforme marque la continuité de la Quatrième Transformation, après une augmentation de 135 % du salaire minimum réel entre 2018 et 2024 sous la présidence d'AMLO. Cette mesure devrait directement bénéficier à 8,5 M de travailleurs dès 2025.

En octobre 2024, les envois de fonds (*remesas*) vers le Mexique ont diminué de 1,6 % g.a., atteignant 5,7 Mds USD, selon les données de la Banque centrale du Mexique (Banxico). Il s'agit du deuxième mois consécutif de baisse, une première depuis 2013, marquant une rupture avec la tendance à la hausse observée ces dernières années. En variation mensuelle, les *remesas* ont également reculé de 1 %. Malgré ce recul récent, le total reçu entre janvier et octobre 2024 s'élève à un record de 54,1 Mds USD, en hausse de 2,2 % par rapport à la même période de 2023, où elles avaient atteint 52,9 Mds USD. Cette progression est attribuable à l'augmentation du nombre d'opérations, qui a atteint 137,1 M (+2,2 %), bien que le montant moyen par transaction soit resté stable à 394 USD. Les *remesas* continuent de jouer un rôle central dans l'économie mexicaine, représentant une source majeure de revenus pour près de 12 millions de familles. En 2023, le pays avait capté 63,3 Mds USD, faisant du Mexique le deuxième plus grand récepteur de *remesas* au monde, après l'Inde. Cependant, l'incertitude grandit avec l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Ses promesses de renforcer les expulsions de migrants illégaux pourraient affecter les flux de *remesas*, essentiels pour soutenir la demande domestique au Mexique.

En octobre 2024, les exportations mexicaines de marchandises auraient atteint un niveau record de 57,7 Mds USD, marquant une hausse de 11,2 % g.a., selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI). Ce rebond, soutenu par une augmentation de 13,5 % g.a. des exportations non pétrolières, reflète la solidité des secteurs manufacturiers (+13,2 %) et agroalimentaires (+3,1

%), malgré une nouvelle baisse des exportations pétrolières (-24,2 %). Parmi les produits manufacturés, les biens non automobiles ont affiché une forte progression (+17,6 %), tandis que les exportations automobiles ont augmenté de 6,1 %. Sur une base mensuelle, les exportations totales ont progressé de 3,5 %, portées par un bond de 22,6 % des exportations pétrolières et une hausse de 2,8 % des exportations non pétrolières. Les importations, quant à elles, ont augmenté de 9,7 % sur un an, atteignant 57,3 Mds USD, grâce à la vigueur des biens intermédiaires (+11,6 %) et des biens de capital (+5,8 %). Ce dynamisme a permis au Mexique d'afficher un excédent commercial de 371 M USD en octobre, contrastant avec le déficit de 369 M USD enregistré à la même période en 2023. Toutefois, les analystes mettent en garde contre les incertitudes prévues pour 2025, notamment avec les menaces tarifaires du président élu américain Donald Trump, qui pourraient peser sur les relations commerciales et la croissance du commerce extérieur.

Le taux de travailleurs pauvres aurait enregistré une baisse au T3 2024, atteignant 35,1 % (contre 37,3 % au T3 2024). La proportion de travailleurs pauvres, c'est-à-dire les travailleurs dont les revenus sont inférieurs au coût du panier alimentaire de base, aurait diminué à la fois dans les zones urbaines et dans les zones rurales, passant respectivement de 33,3 % à 30,7 % et de 49,9 % à 48,5 %. En revanche, entre le T2 et T3 2024, le taux de travailleurs pauvres ruraux aurait augmenté, passant de 47,6 % à 48,5 %, et la masse salariale en zone rurale aurait enregistré une baisse de près de 4 %. Au T3 2024, le revenu réel moyen du travail de la population active au niveau national était de 7 400 MXN (365 USD) par mois, avec une disparité notable entre les hommes qui déclarent un revenu de 8 067 MXN (398 USD) et les femmes qui déclarent un revenu de 6 433 MXN (317 USD). Les inégalités sont encore plus marquées entre les travailleurs formels, qui perçoivent une rémunération de 10 584 MXN (522 USD) et les travailleurs informels, dont la rémunération est deux fois plus basse, à 5 019 MXN (247 USD). En outre, les écarts se creusent avec une hausse de +7,8 % g.a. enregistrée au T3 2024 pour les travailleurs formels contre +4,7 % g.a. pour les travailleurs informels.

Sectoriel

ErgoSolar, PME mexicaine spécialisée dans la fourniture de solutions d'énergies propres aux entreprises, a annoncé un investissement de 10 M USD pour construire la première usine de batteries de lithium et sodium au Mexique. Les États de Puebla et Jalisco sont en lice pour accueillir cette infrastructure innovante. Cette initiative vise à développer une technologie locale pour répondre à la demande croissante en solutions de stockage d'énergie, notamment pour les parcs solaires et les réseaux de télécommunications. Bien que le lithium reste le matériau privilégié pour sa capacité énergétique, le sodium attire de plus en plus l'attention pour sa durabilité et son faible impact

environnemental. Cependant, il nécessite 50 % d'espace supplémentaire, limitant son usage à des installations à grande échelle. Cette usine ciblera divers secteurs tels que l'industrie métallurgique, pharmaceutique, chimique, les hôpitaux, les hôtels et les infrastructures de communication. Plusieurs entreprises étrangères se sont déjà positionnées pour acheter la technologie d'ErgoSolar, mais l'entreprise mexicaine souhaite procéder à des améliorations en interne et devenir un acteur important du secteur. Cette annonce s'inscrit dans un contexte de croissance pour les énergies renouvelables et d'émergence de l'industrie du lithium au Mexique, bien que le pays ne dispose pas encore de mines en exploitation et que la récente nationalisation de l'industrie ait accentué l'incertitude autour des concessions actuelles.

Le 2 décembre 2024, Citigroup a annoncé la séparation officielle de Banamex de son activité au Mexique, une démarche amorcée il y a près de trois ans.

Cette scission met fin à une union débutée en 2001 avec l'acquisition de Banamex et redonne leur autonomie à deux entités distinctes : Grupo Financiero Citi México, qui se concentrera sur la banque institutionnelle, et Grupo Financiero Banamex, axé sur la banque de détail et d'entreprise. Banamex, fort de 140 ans d'histoire, continuera à offrir des services financiers à près de 20 millions de clients via un réseau de 1 300 agences et 9 100 distributeurs automatiques. Les clients actuels n'auront aucune démarche à effectuer : leurs comptes, produits et données restent inchangés. Une introduction en bourse de Banamex est prévue en 2025, en fonction des conditions de marché. De son côté, Citi México maintiendra une présence institutionnelle significative, desservant gouvernements, multinationales et investisseurs grâce à un portefeuille de produits financiers diversifiés. Ernesto Torres Cantú, directeur de Citi International, a souligné que le Mexique reste un marché clé pour le groupe. Cette séparation marque une étape stratégique pour Citi, qui cherche à simplifier ses opérations mondiales tout en maximisant la valeur pour ses actionnaires. Les deux entités entament désormais des trajectoires distinctes, mais conserveront une influence majeure sur le paysage bancaire mexicain.

En novembre 2024, les ventes de véhicules légers au Mexique auraient atteint 147 971 unités, soit une hausse de 14,3 % par rapport à novembre 2023, selon les données de l'INEGI. Ce résultat marque le meilleur mois de novembre depuis 2016 et dépasse de 18,6 % les chiffres pré-pandémiques de novembre 2019 (124 804 unités). Sur les 11 premiers mois de l'année, 1 350 362 véhicules ont été vendus, une augmentation de 10,7 % par rapport à la même période en 2023, avec un ajout de 130 310 unités. Nissan conserve la première place du marché avec une part de 17 %, suivie de General Motors (13,8 %) et Volkswagen (11,8 %). Le constructeur automobile japonais Mazda, avec une progression remarquable de 59 % en novembre, grimpe à la quatrième position, tandis que Toyota descend au cinquième rang avec 11 935 unités vendues. Les marques chinoises continuent de gagner du terrain, MG Motor ayant déjà dépassé les 50 000 unités vendues en 2024. De nouvelles marques, telles que Foton et Jetour,

renforcent la concurrence. Ces performances rapprochent l'industrie automobile mexicaine de ses meilleurs résultats depuis 2017, portée par une demande dynamique et un marché en pleine expansion.

Finances publiques

Le déficit budgétaire mexicain aurait atteint un niveau record de 51 Mds USD entre janvier et octobre 2024, malgré une hausse des recettes publiques de 2,1 % g.a. en termes réels, selon le ministère des Finances et du Crédit Public (SHCP). Les revenus budgétaires ont totalisé 303 Mds USD, principalement tirés par une croissance de 5,3 % g.a. des recettes fiscales, tandis que les revenus pétroliers ont chuté de 12,4 % g.a. Dans le même temps, les dépenses publiques ont progressé de 6,4 %, atteignant 354 Mds USD, notamment sous l'effet d'une augmentation de 9,7 % de l'investissement public, à 42,2 Mds USD, un sommet depuis 2016. Toutefois, certaines dépenses sectorielles, comme celles de Pemex ou d'éducation, ont enregistré une baisse. Le coût du service de la dette publique a représenté 44,7 Mds USD, en hausse de 5,9 %, mais inférieur de 2,6 Mds aux prévisions grâce à des opérations de refinancement.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	05/12/2024
Bourse (IPC)	2,91%	-5,30%	51 370,2 points
Change MXN/USD	-1,32%	16,30%	20,17
Change MXN/EUR	-1,11%	13,74%	21,33
Prix du baril mexicain	-0,19%	-6,39%	64,19

Amérique centrale

Costa Rica

Le président de la Chambre de commerce du Costa Rica (CCCR), Arturo Rosabal, prévoit que la croissance du secteur du commerce atteindra 4 % en 2024. Selon lui, le dynamisme de l'activité commerciale (à son plus haut niveau depuis 2017) et la confiance accrue dans l'économie ont conduit à une croissance de l'emploi (214 400 emplois formels à date) et à la conversion de 900 entreprises dans le secteur formel. Le secteur du commerce bénéficierait de la stabilité du change, de l'inflation négative et de la baisse progressive des taux d'intérêt. En outre, les dernières mesures des indicateurs de confiance des consommateurs et des entreprises montrent un optimisme quant aux performances futures de l'économie, a déclaré le président de la Chambre. Les facteurs négatifs seraient selon lui le poids de la réglementation, la hausse de l'insécurité, le commerce illicite et la concurrence déloyale des boutiques de démarques.

Quelles conséquences pour le Costa Rica des mesures protectionnistes annoncées par le président élu des Etats-Unis ? Plusieurs spécialistes incitent le gouvernement du Costa Rica à définir une stratégie de lobbying politique et commercial afin d'éviter de subir des mesures commerciales restrictives alors que le commerce extérieur et les investissements dépendent largement des Etats-Unis. Depuis le 1er janvier 2009, le Costa Rica fait partie de l'accord de libre-échange entre l'Amérique centrale, la République dominicaine et les États-Unis (DR-Cafta), qui a stimulé les relations commerciales et attiré les investissements. L'ancien ministre des affaires étrangères Rodolfo Solano estime cependant que L'administration Trump pourrait envisager des ajustements à l'accord qui serviraient de pression face à la situation politique au Nicaragua ou au contrôle des migrations en Amérique centrale. Jusqu'en octobre 2024, les exportations costariciennes vers les Etats-Unis ont atteint 8 Mds USD, soit 49,2 % du total des exportations du pays, selon les données de la Banque centrale du Costa Rica (BCCR). Sur les 960 sociétés étrangères opérant au Costa Rica dans des secteurs tels que les services, le commerce, l'industrie manufacturière, les dispositifs médicaux, l'agro-industrie, le tourisme et la gestion de parcs naturels, 45% seraient américaines selon l'agence de promotion du commerce extérieur (Procomer). L'économiste Víctor Umaña estime lui que le Costa Rica réunit les conditions pour éviter de figurer sur la « liste noire » de l'administration Trump : le pays a historiquement maintenu une balance commerciale déficitaire avec les États-Unis, il ne dévalue pas artificiellement sa monnaie, il applique des politiques tarifaires équilibrées et il ferait figure d'exemple dans la mise en œuvre des politiques commerciales.

El Salvador

L'indicateur de risque pays, mesuré par l'indice obligataire des marchés émergents (EMBI) de JP Morgan, s'est significativement réduit en novembre, pour retrouver son niveau prépandémique. De 522 au début du mois, l'indice s'est ainsi réduit à 418 le 27 novembre, soit 276 points de moins qu'il y a un an et 100 de moins qu'il y a un mois. Cependant, le Salvador présente toujours l'indicateur le plus élevé d'Amérique centrale (deux fois supérieur à celui du Guatemala ou du Costa Rica), et le 5ème d'Amérique latine (après le Venezuela, la Bolivie, l'Équateur et l'Argentine).

Selon la Chambre des textiles, de l'habillement et des zones franches (Camtex), les exportations du secteur textile devraient se réduire d'au moins 10 % cette année par rapport à 2023. Selon la Banque centrale, les exportations de produits textiles et d'habillement ont baissé de 14,2 % (soit 80,6 M EUR) sur les dix premiers mois de 2024 par rapport à la même période en 2023. La directrice de la Camtex rappelle que le secteur fournit, néanmoins, toujours plus du tiers des exportations du pays.

Guatemala

L'édition 2024 de l'Index of Bureaucracy du think tank américain Adam Smith Center for Economic Freedom, classe le Guatemala au 17ème rang sur 19 pour la durée nécessaire à la création d'une entreprise. L'étude, qui porte sur 16 pays d'Amérique latine et trois européens (Espagne, Portugal et Italie), chiffre cette durée à 4 872 heures au Guatemala contre une moyenne de 2 443 heures au Mexique, 1 019 au Salvador et 3 392 au Panama. Seuls le Venezuela et l'Espagne imposeraient des démarches plus chronophages (avec respectivement 7 106 et 13 837 heures). Le coût lié, de 19 986 USD en moyenne, atteindrait 30 693 USD au Guatemala. Par ailleurs, les tâches administratives requièrent selon l'étude 942 heures/an au Guatemala, résultat proche de la moyenne (de 873 h/an), très inférieur à ceux observés au Pérou (2 447 h/an) et en Colombie (2 620 h/an), mais bien supérieur à ceux du Panama (246 h/an), Chili (254 h/an) et Costa Rica (281 h/an).

Le Conseil monétaire de la Banque centrale du Guatemala a décidé le 27 novembre une réduction de 25 points de base de son taux directeur, ramené de 4,75 à 4,5 %. Cette décision résulte de « perspectives d'activité économique mondiale positives tant pour 2024 que pour 2025 », de « la vigueur du marché du travail, l'assouplissement de la politique monétaire et la reprise du commerce international », et de « pressions inflationnistes modérées pour la fin de 2024 et pour 2025 ».

Honduras

Selon l'Institut national des statistiques (INE), les envois de fonds (*remesas*) en provenance des États-Unis atteindront en 2024 un montant-record proche de **10 Mds USD**, en hausse de plus de 870 M USD par rapport à 2023. Ces transferts devraient donc représenter près de 30 % d'un PIB attendu de 35,5 Mds USD.

Les autorités douanières prévoient pour 2024 des recettes de **60 Mds de lempiras (2,26 Mds EUR)**, en hausse de près de 10 % par rapport à l'année dernière et de 25 % par rapport à 2022. Le directeur des Douanes du Honduras, M. Fausto Cálix, attribue principalement cette performance à la mise en œuvre de processus automatisés de collecte.

Nicaragua

L'Assemblée nationale a approuvé à l'unanimité, le 25 novembre, une « loi de protection des Nicaraguayens contre les sanctions et les agressions étrangères », selon laquelle « *les sanctions imposées par des États étrangers, des groupes d'États et des organisations qui violent le droit international sont nulles et non avenues, sans aucun effet juridique* ». La loi prévoit « *qu'aucune personne ou entité ne peut suspendre ses biens ou ses services aux personnes ou entreprises sanctionnées, sous peine de se voir infliger des amendes, une suspension temporaire ou définitive de ses activités ou une peine d'emprisonnement pour trahison* ».

Panama

Moody's Ratings maintient la note du Panama à **Baa3 (investment grade)** mais modifie la perspective à « négative », une semaine après la dégradation de note de la part de S&P. L'agence Moody's impute ce changement de perspective à une nouvelle détérioration budgétaire en 2024, à l'existence d'obstacles à la réduction du déficit dans le budget 2025 et aux risques liés à la dette publique. L'agence souligne toutefois la volonté de la nouvelle administration de traiter le sujet budgétaire, la dollarisation de l'économie et la solidité du secteur bancaire. Moody's avertit de la nécessité de modifier les lois spéciales, qui sont des freins à la consolidation budgétaire, et de mener à bien la réforme des retraites.

L'administrateur de l'Autorité du canal de Panama, Ricaurte Vásquez, aurait déclaré qu'avec la construction d'un nouveau barrage sur la rivière Indio, le coût total des travaux, y compris tous les travaux de durabilité humaine, pourrait dépasser les **2 Mds USD**. Dans un premier temps, 500 familles seront touchées et devront être correctement indemnisées. À cette fin, un

recensement de la communauté vivant dans la zone est en cours et serait achevé à 90 %. La construction du projet devrait prendre quatre ans et le remplissage du réservoir deux ans de plus, de sorte que le délai estimé est de six ans à partir du lancement des travaux, a souligné l'administrateur. L'administrateur a également confirmé le souhait de faire du Canal un corridor énergétique avec un projet de gazoduc, de hub d'hydrogène vert.

Le gouvernement panaméen relance le projet de faire du pays un hub en matière d'hydrogène vert. La première priorité pour le secrétaire national à l'Energie, Juan Manuel Urriola est de capitaliser sur la position stratégique du Canal de Panama et de la plateforme aérienne de l'aéroport international de Tocumen afin de confirmer le Panama comme un hub clé pour le stockage et la distribution d'hydrogène vert destiné au transport maritime mondial et à l'aviation. Dans le cadre du développement de cette industrie, il a également indiqué que des Zones Franches Spéciales pourraient être créées pour encourager les investissements dans l'hydrogène, comme c'est déjà le cas pour les zones franches pétrolières qui servent au stockage et à la fourniture de carburant et qui bénéficient d'incitations fiscales. Il a ajouté que l'adhésion au Mercosur ouvrirait de nouvelles perspectives au Panama dans le domaine de l'énergie et de l'électricité car il s'agit d'une région très intéressée par ces questions. Le Panama s'est fixé pour objectif de produire 500 000 tonnes d'hydrogène d'ici à 2030. Par ailleurs, le secrétaire national à l'Energie aurait indiqué qu'une entreprise espagnole avait manifesté son intérêt pour produire de l'ammoniac à partir d'hydrogène vert pour les marchés de l'Asie-Pacifique depuis Rio Hato (province de Coclé à l'ouest de Panama City).

Selon l'Autorité maritime du Panama (AMP), les mouvements de conteneurs dans le système portuaire national entre janvier et octobre 2024 auraient enregistré une augmentation de 15,8 % par rapport à la même période de l'année précédente. Bien que les conteneurs pleins représentent la plus grande part de l'activité, avec 71,6%, les conteneurs vides jouent également un rôle crucial dans l'efficacité des opérations portuaires, représentant 27,5% du total. En outre, le rapport note que 89,2 % des conteneurs traités dans les ports sont des opérations de transbordement, suivies par les mouvements locaux avec 10,2 %. L'activité portuaire montre une concentration notable sur la côte atlantique (4 684 712 EVP¹ ; 58,6 % de l'activité) par rapport à la côte pacifique (2 309 924 EVP ; 41,4 % du mouvement).

Le Président Mulino indique que le projet de concession de la gestion et du traitement de la décharge du Cerro Patacon sera lancé une fois analysées les données de trois études. Le Président Mulino a confirmé que la gestion des 2 500 tonnes de déchets quotidiennement transférées au Cerro Patacón et actuellement réalisée par l'Autorité des déchets de Panama (AAUD) depuis l'annulation du contrat de l'entreprise colombienne Urbalia en février 2023,

¹ L'EVP (Équivalent Vingt Pieds) est une unité de mesure standard utilisée dans le transport maritime pour évaluer la capacité des conteneurs et le volume d'activité portuaire. Un EVP correspond à un conteneur de 20 pieds de long

serait confiée à une entreprise privée à travers un partenariat public-privé. Ces déchets seront traités, valorisés et devraient générer des ressources. Trois études de faisabilité ont été lancées. Une première (achevée) par l'US Corps of Engineers. Une seconde par la coopération coréenne (initiée sous l'ancien gouvernement). Et une troisième par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) laquelle avait financé une étude de pré-faisabilité sous l'ancien gouvernement.

Caraïbes

Bahamas

Les Bahamas ont annoncé qu'ils allaient refinancer 300 M USD de leur dette extérieure, libérant ainsi plus de 120 M USD pour financer des projets de conservation marine et d'atténuation du changement climatique au cours des 15 prochaines années. Le gouvernement des Bahamas a signé l'accord avec The Nature Conservancy, la Banque interaméricaine de développement (BID) et d'autres partenaires financiers. L'accord de conversion de dette prévoit le rachat de la dette existante (215,7 M USD d'eurobonds et 81 M USD de prêts bancaires commerciaux) par le biais d'un nouveau prêt arrangé par Standard Chartered et impliquant d'autres banques internationales. Cette opération est la première opération de swap de dette de nouvelle génération impliquant des garanties et des assurances du secteur privé, Builders Vision fournissant une garantie de crédit de 70 M USD et Axa XL offrant une assurance de 30 M USD. Une garantie de crédit partielle de 200 M USD de la BID a permis à Standard Chartered de fixer le prix de son prêt à 15 ans à 4.7 %. Un fonds de dotation sera également créé pour garantir le financement des projets après les 15 ans.

Cuba

Cuba annonce de nouvelles réglementations pour tenter de relever ses défis énergétiques. Dans un contexte de « stress » énergétique sans précédent, les autorités cubaines ont publié un décret-loi portant sur la production et l'utilisation de l'énergie. Le décret et son règlement d'application, qui vise également à accélérer le déploiement des énergies renouvelables, inclut des directives visant les grands consommateurs (les entreprises dont la consommation dépasse 30 MWh mensuels). Celles-ci auront ainsi un délai de 3 à 5 ans pour réaliser des investissements afin de garantir la production, via de sources renouvelables, d'au moins 50 % de leur consommation énergétique. En cas de contraintes ou d'impossibilité d'installation de panneaux solaires, un contrat d'achat d'énergie devra être signé entre l'utilisateur et les parcs photovoltaïques gérés par l'Etat. Le texte fixe également les sanctions applicables dans le cas du non-respect des dispositions, pouvant aller de

l'amende administrative jusqu'à la suspension du service électrique pendant 3 jours. Cuba produit actuellement 95 % de son électricité à l'aide de combustibles fossiles. Le gouvernement cubain tente de mettre en œuvre, depuis 2014, une politique de développement de production d'énergie à partir de sources renouvelables dans le but de relever ce taux (avec pour objectif de passer de 5 % actuellement à 30 % d'ici 2030). Cependant, malgré le potentiel d'expansion du marché des énergies renouvelables et les objectifs affichés, les progrès ont été minimes jusqu'à présent.

Jamaïque

La Jamaïque offrirait les salaires moyens les plus bas de la région des Caraïbes, selon le rapport « PayPulse 2024 ». Menée auprès de 119 entreprises dans 20 pays, l'enquête révèle une dégradation de la position de la Jamaïque dans le classement régional des salaires, alors qu'elle occupait en 2023 la troisième place, derrière la Barbade et Antigua-et-Barbuda. D'après l'étude, 91 % des postes en Jamaïque offrent des rémunérations inférieures à la moyenne régionale, un pourcentage plus élevé que dans tout autre pays analysé. À titre de comparaison, les Bahamas, en tête du classement, rémunèrent au-dessus de la moyenne dans 97 % des rôles étudiés. Le rapport couvre 78 types de postes dans 34 secteurs d'activité, avec une analyse des écarts salariaux entre les postes exécutifs — tels que les directeurs généraux ou responsables marketing, bien rémunérés — et les emplois de soutien, tels que les réceptionnistes ou agents de nettoyage, qui restent sous-payés. En termes sectoriels, les salaires les plus élevés sont enregistrés dans les domaines des ressources humaines, de la finance, de l'hôtellerie et du tourisme. En revanche, des secteurs comme l'éducation et le secteur public sont identifiés comme nécessitant des réformes pour mieux s'aligner sur le marché.

République Dominicaine

La Banque centrale de la République Dominicaine (BCRD) a récemment réduit son taux directeur de 6,25 % à 6 %, poursuivant ainsi une série de réductions, cumulant 250 points de base depuis mai 2023. Cette initiative vise à soutenir la croissance économique tout en maintenant l'inflation dans la fourchette cible de 4 % (± 1 %), l'inflation interannuelle actuelle atteignant 3,16 %. Parallèlement, des mesures de soutien telles que la libération de fonds pour le financement immobilier ont été mises en place afin d'accroître la liquidité et de faciliter l'accès au crédit. Ces ajustements interviennent dans un contexte international caractérisé par des baisses de taux dans plusieurs pays et une stabilisation des prix des matières premières. La Banque centrale prévoit une croissance économique de 5 % pour 2024, l'une des plus élevées de la région, portée par des secteurs clés comme le tourisme, les exportations et les investissements.

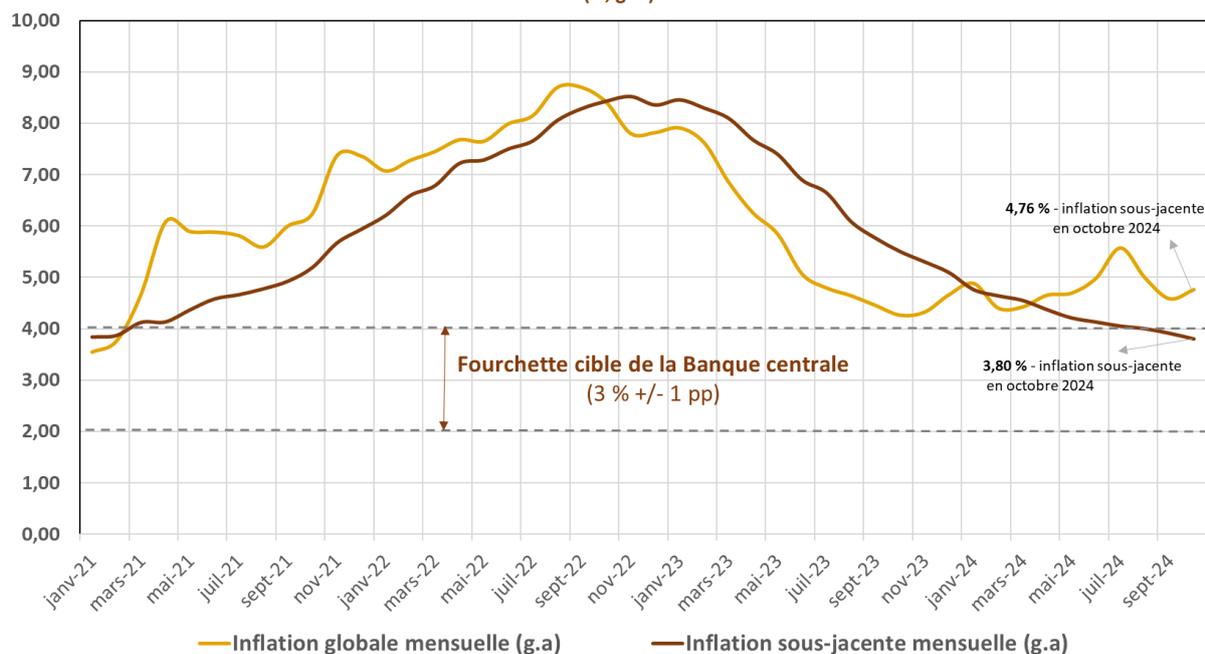
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 788,8	-8,40%	6%	3,7%	3,2 %	1,5%	57,7%	4,7%	10,25%
Belize	0,4	3,1	-13,7 %	17,9 %	9,8%	4,7 %	5,4%	62,7%	3,3%	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	61,2%	-0,3%	4,00%
Guatemala	17,9	104,4	-1,8 %	8 %	4,2%	3,5 %	3,5 %	27,8%	3,6%	4,50%
Honduras	10,7	34,3	-9 %	12,6%	4,1%	3,6%	3,6%	43,9%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,6%	4,0%	39,3%	5 %	6,75%
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3,0%	84,8%	1,0%	--
Haïti	12,4	19,6	-3,3 %	-1,8%	-1,7 %	-1,9 %	-4,0%	14,0%	26,0%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,6%	1,3%	67,9%	5,8%	6,25%
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	121,8	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,1%	59,2%	3,4%	6,00%
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2024

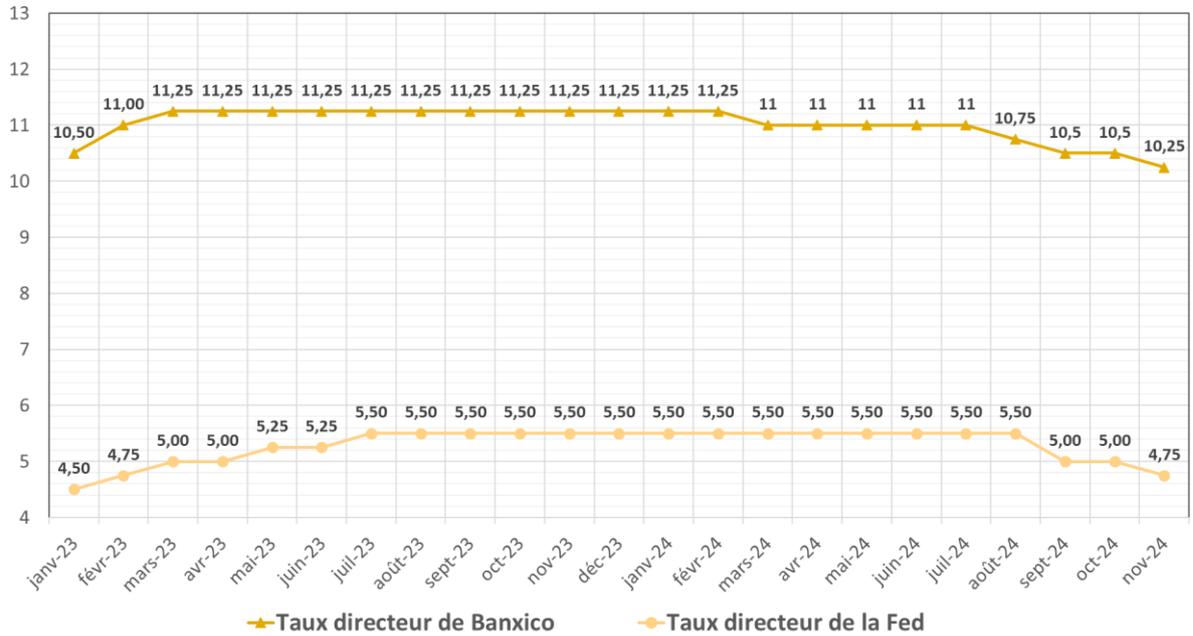
– Annexe Graphique Mexique –

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

**DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**

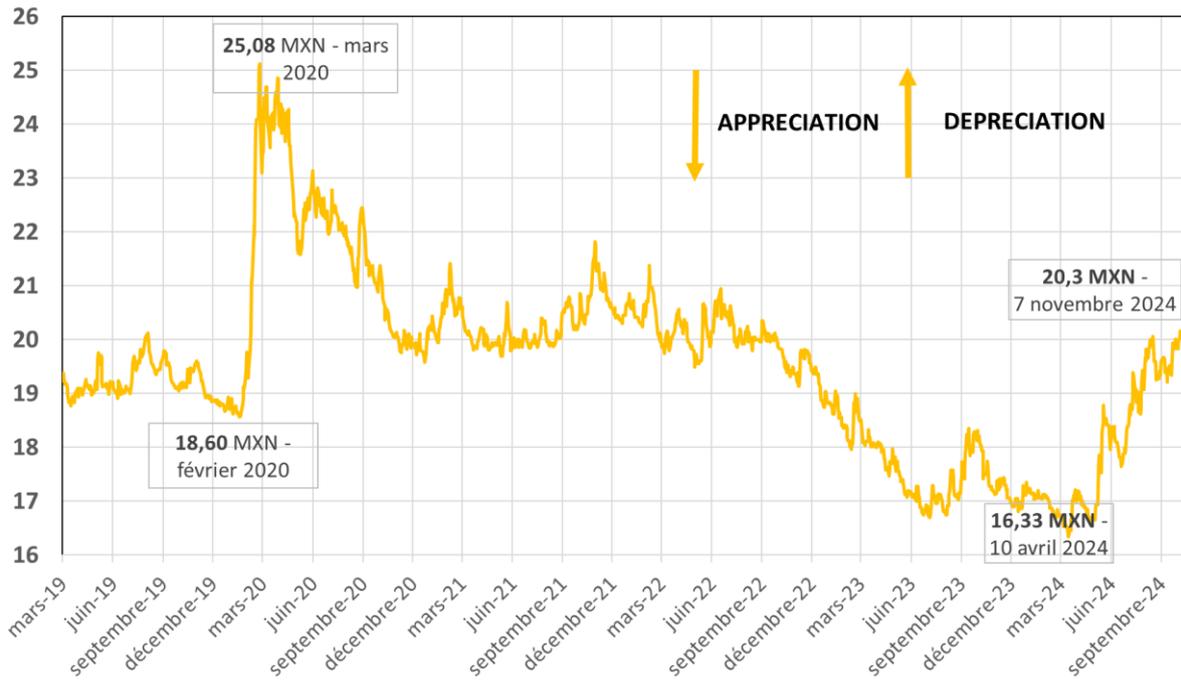


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

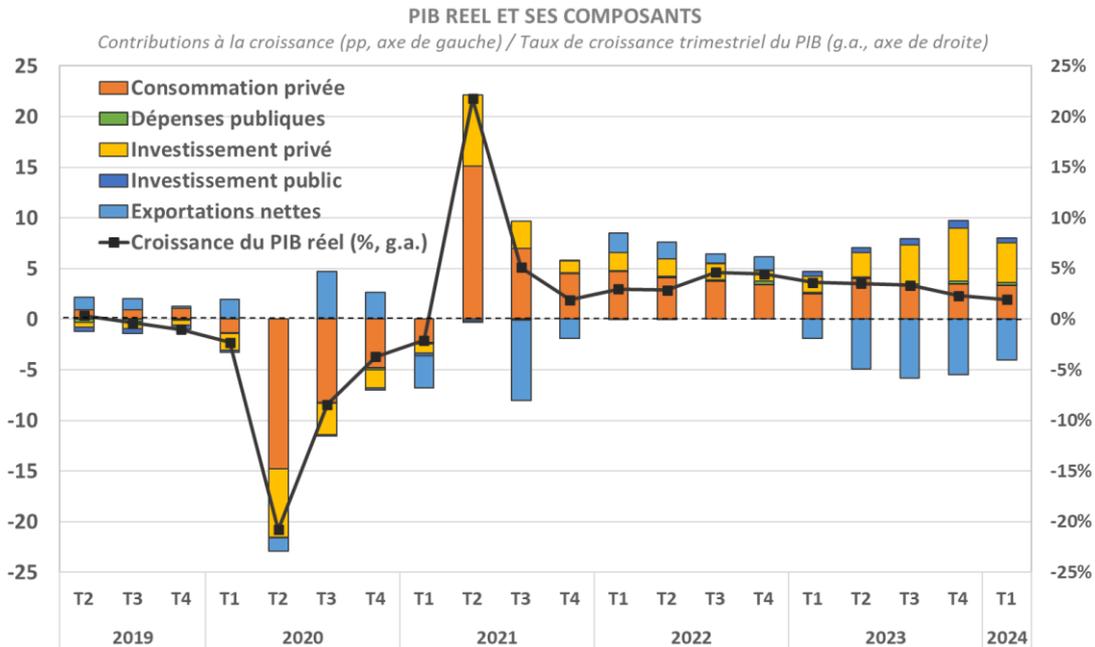
date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550
avr-24	11	5,50	550
mai-24	11	5,50	550
juin-24	11	5,50	550
juil-24	11	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,5	5,00	550
oct-24	10,5	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



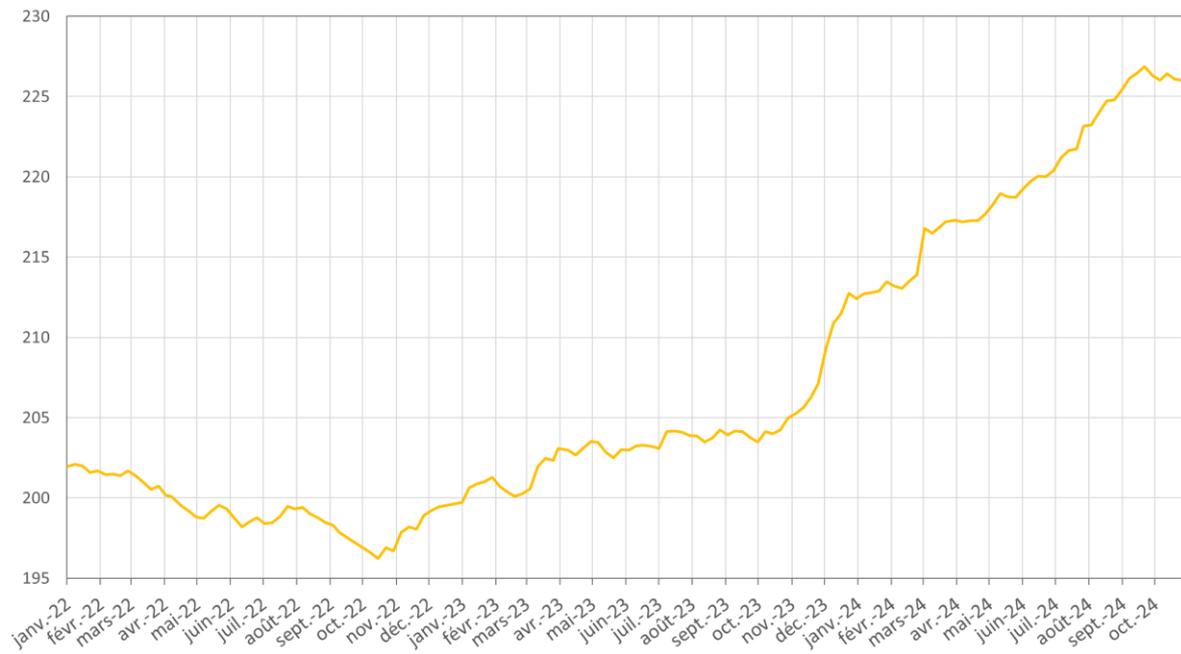
Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES

(Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr